

SYNDICALISME

Assassinat d'Abdelhak Benhamouda

"Ne partagez pas notre peine, partagez nos espoirs"

(Sidi Saïd, secrétaire national de l'UGTA)

Nicole Notat et Jean François Troulic représentaient la CFDT à Alger le 30 janvier aux obsèques du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens.

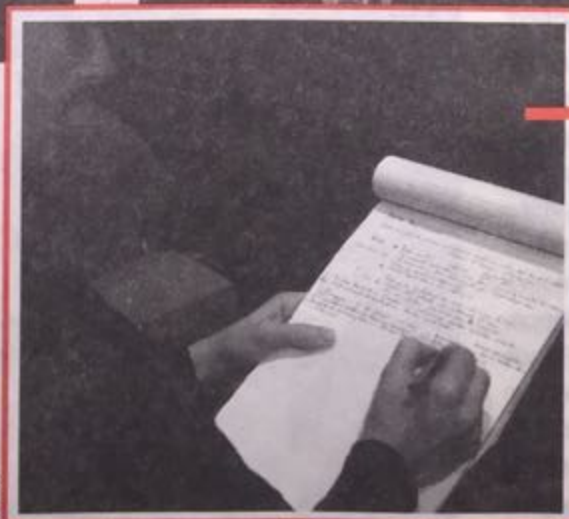
| n° 2634 |
06 février 1997



Benito / Gamma

Dans une interview, Nicole Notat témoigne du courage et de l'engagement des syndicalistes algériens dans le combat pour la démocratie

lire pages 2, 3 et 4



Maillac

**Conseil national
confédéral**

Le débat,
les interventions

lire pages 5 à 8
et deuxième cahier pages 13 à 36

CFDT

Algérie

Le secrétaire général de l'UGTA a été assassiné

Abdelhak Benhamouda avait 51 ans. Ardent défenseur de la démocratie, il était un opposant de la première heure de l'intégrisme islamique et était considéré comme l'un des principaux acteurs de la scène politique algérienne.

mardi 28 janvier en début d'après-midi, Abdelhak Benhamouda est tombé à Alger sous les balles de cinq assassins devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), dont il était le secrétaire général. Ancien enseignant, Abdelhak Benhamouda, 51 ans, avait voué une grande partie de sa vie à l'action syndicale et au combat pour la démocratie. L'UGTA, avec aujourd'hui 1,5 millions d'adhérents, est la principale force syndicale du pays. Après son adhésion en 1972, à Constantine, Abdelhak Benhamouda gravit rapidement les échelons des responsabilités locales jusqu'au secrétariat général de l'Union territoriale. En 1988, la nouvelle constitution algérienne reconnaît le multipartisme et le monde du travail fait l'apprentissage du pluralisme syndical. C'est dans ce contexte qu'Ab-



En 1995, Abdelhak Benhamouda était intervenu à la tribune du congrès de Montpellier.

delhak Benhamouda est porté démocratiquement à la direction de l'UGTA. Il insuffle alors une

démarche qui sort l'UGTA de son rôle de courroie de transmission du FLN, l'ancien parti unique. Parallèlement, il engage l'UGTA contre l'intégrisme. Il fait ainsi échouer en 1991 la grève insurrectionnelle du syndicat pro-islamiste naissant. La même année, il est le principal promoteur du Comité de sauvegarde de l'Algérie pour l'annulation des élections législatives alors que se profile une probable victoire du FIS. Quand le terrorisme se met à sévir, il prône une stratégie syndicale qui vise à la préservation du pays. Une stratégie payée au prix fort: son frère, son cousin sont assassinés, plusieurs militants de l'UGTA également. Lui-même échappe de justesse à un attentat en 1992.

Le sens de son action, il l'avait clairement énoncé lors du congrès CFDT de Montpellier en 1995, où il avait provoqué une intense émo-

tion et une ovation de plusieurs minutes de l'ensemble des congressistes. Il avait alors déclaré: «Ce n'est pas une lutte entre le pouvoir et la mouvance islamiste, c'est une lutte des forces vives contre l'obscurantisme.»

À quelques mois des élections législatives

Dans la situation complexe et violente de l'Algérie, l'UGTA avait soutenu la candidature de Liamine Zéroual aux présidentielles de 1995. Farouche opposant à l'intégrisme, Abdelhak Benhamouda était considéré depuis quelque temps, comme l'un des principaux animateurs de la scène politique algérienne. Il venait d'annoncer son prochain départ de l'UGTA pour créer un parti politique, qu'il avait qualifié d'avance de "centriste" et sans doute proche du président Zéroual. De fait, à quelques mois des élections législatives algériennes, il a certainement contrarié les ambitions des différents courants politiques qui se disputent féroce le pouvoir.

L'Algérie a incontestablement perdu un syndicaliste et un homme d'une grande dimension, un républicain qui militait pour une Algérie moderne et progressiste.

Philippe Réau

Interview

« Abdelhak Benhamouda voulait une vraie démocratie »

Dans un entretien à *Syndicalisme Hebdo*, Nicole Notat explique pourquoi elle s'est rendue en Algérie aux obsèques d'Abdelhak Benhamouda et revient sur le sens du combat du secrétaire général de l'UGTA.

■ Pourquoi es-tu allée à Alger pour l'enterrement d'Abdelhak Benhamouda?

C'est un acte d'amitié et de solidarité syndicale, et la décision d'aller à ses obsèques s'est prise d'une manière tout à fait spontanée. Abdelhak Benhamouda était un grand militant de son organisation, une organisation qui a des liens historiques avec la CFDT. Depuis les années 1990, Abdelhak avait largement contribué à les renforcer et les concrétiser dans des actions de coopération nombreuses. C'était un homme juste, droit, intègre, rigoureux, un grand syndicaliste qui aspirait à ce que son pays vive enfin dans la paix, la démocratie, la tolérance. Une tolérance qui ne s'accommodait pas de concessions, ni avec la sphère religieuse, ni avec la sphère politico-économique.

Je l'avais rencontré personnellement à plusieurs reprises. La CFDT avait d'ailleurs eu l'occasion de manifester clairement son soutien à Abdelhak lors d'une séance du congrès confédéral de Montpellier, au cours de laquelle il avait pris la parole et avait été ovationné par les militants. Il faisait souvent référence à ce congrès pour décrire ce qu'était pour lui la solidarité internationale. Il parlait de ce moment comme d'un stimulant extraordinaire. De la même façon, notre présence à ses obsèques a été vécue par les militants et responsables de l'UGTA comme un réconfort.

■ Vu de France, la situation en Algérie est extrêmement compliquée. Ta présence à Alger est-elle une façon de prendre parti pour un camp?

La CFDT a eu une démarche de syndicat, en

direction d'un syndicat, dans un pays, l'Algérie, qui traverse une épreuve terrible. La CFDT a toujours spontanément manifesté sa solidarité, je pense par exemple à Solidarnosc. En faisant cela, la CFDT n'a d'aucune manière l'intention de pratiquer quelque ingérence ou influence que ce soit. Les Algériens que nous avons rencontrés sont fatigués des donneurs de conseil, des apporteurs de leçons. De ceux qui tous les jours, en fonction de l'opinion publique française ou internationale, d'intérêts économiques ou politiques étrangers à l'Algérie, se permettent de dire aux Algériens ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. La complexité de la situation algérienne mérite d'abord le respect et au moins l'écoute des acteurs qui se battent pour promouvoir plus de démocratie. «*Ras le bol des leçons*», nous disent-ils. La presse française n'en est pas avare, ce qui provoque chez eux un sentiment d'exaspération. Nos camarades algériens veulent être entendus.

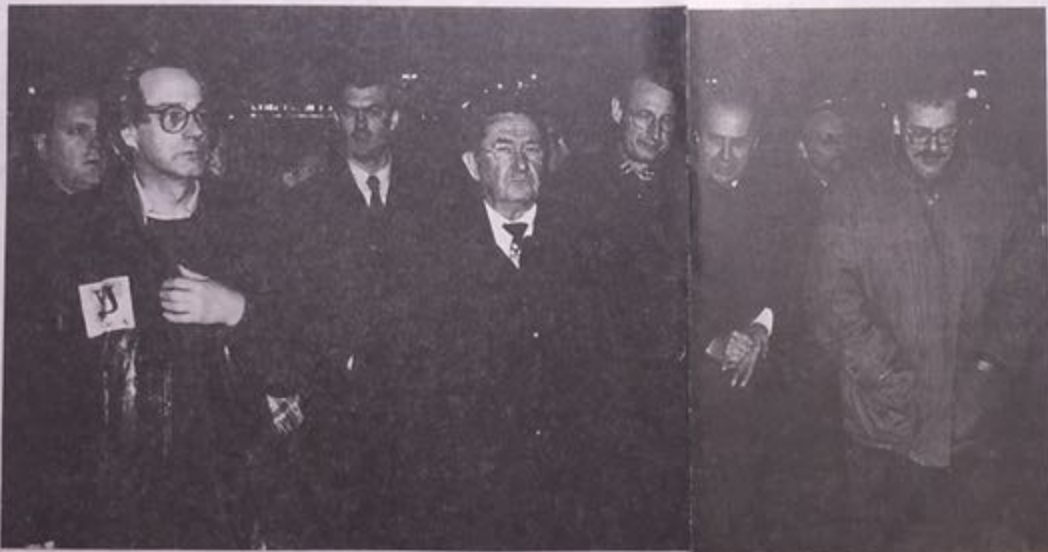
Au nom de motifs sécuritaires ou autres, ce pays a été mis en quarantaine. Cela pèse très lourd, nuit aux débats, fait obstacle à des relations humaines approfondies. L'Algérie souffre d'un isolement qui aggrave sa situation.

■ Que représente l'UGTA en Algérie aujourd'hui?

L'UGTA constitue une force démocratique réelle. Elle a eu de vrais débats démocratiques, en particulier à ses derniers congrès. Elle a eu le courage, sous la conduite d'Abdelhak, de rompre la tutelle du FLN, l'ancien parti unique, ce qui n'allait pas de soi. Ses

Rassemblements et recueils

À l'initiative de la CFDT et de la CGT, et à l'appel de la plupart des organisations syndicales françaises, des rassemblements de solidarité ont eu lieu dans plusieurs villes de France le jeudi 30 janvier. 1 500 personnes ont observé une minute de silence, en fin d'après-midi, sur le Parvis des droits de l'homme au Trocadéro. De nombreux responsables syndicaux étaient présents dont Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats. ■



Hommage à Alger

L'État algérien a réservé des obsèques solennelles à Abdelhak Benhamouda lors d'une cérémonie au "Carré des martyrs" du cimetière El Alia. La CFDT, l'UMT (Maroc) et l'UGTT (Tunisie) étaient représentés par leurs secrétaires généraux. FO, la CGT et les organisations syndicales espagnoles avaient délégué des représentants. On a pu noter la présence de Bill Jordan, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

L'UGTA a appelé à un arrêt de travail le samedi 1^{er} février, décrété jour de deuil national en Algérie. ■

relations avec le gouvernement sont celles d'un partenaire social exigeant. En même temps, l'UGTA a refusé tout compromis avec le FIS et les intégristes. Abdelhak est le 357^e syndicaliste assassiné. C'est dire qu'aujourd'hui, ceux qui ont le courage de se battre le font en toute lucidité quant aux risques qu'ils courent. L'UGTA est une force authentiquement populaire, nous l'avons vu sur place, avec des hommes, mais aussi des femmes, de toutes conditions, de la jeune femme moderne habillée à l'occidentale jusqu'à celles plus âgées qui portent le voile, des jeunes, des vieux, des intellectuels, des salariés de base, des écoliers...

Tout ce monde était là jeudi dernier, conscient que se jouait un véritable drame national. J'y vois la preuve que Abdelhak Benhamouda incarnait quelque chose de profond, qui transcendait les clivages traditionnels et provoquait une adhésion populaire.

Des observateurs, en France, renvoient dos à dos le terrorisme islamiste et la violence de la répression militaire...

Les syndicalistes que nous avons rencontrés n'acceptent pas cette vision à la fois simpliste et confortable. Même chez ceux qui s'opposent aux forces gouvernementales, dans un débat politique classique, normal entre des syndicalistes et un gouvernement. Il y a pour eux une différence entre un terrorisme inqualifiable et des méthodes de sûreté. Ne pas comprendre cela, disent-ils, c'est se tromper d'analyse. Benhamouda, lui aussi, se refusait à mettre sur le même plan la violence des actes terroristes et celle de l'intervention militaire, même s'il refusait complètement la violence. Au risque de parfois surprendre, il restait toujours sur la crête de l'analy-

se politique, tout en étant d'une grande sensibilité à la souffrance du peuple algérien. Jusqu'au bout, il a recommandé à ses troupes de ne pas se situer dans une position de surenchère à la violence. Il disait: «*On parle, on discute, on agit, mais on n'utilise pas les méthodes d'en face.*»

Quel rôle peut jouer l'UGTA après la mort de Benhamouda?

L'UGTA se situe aujourd'hui à un tournant de son existence. Dans un pays où le discrédit des forces politiques traditionnelles est très fort, l'UGTA apparaît comme un recours possible, une force neuve. L'idée est aujourd'hui présente qu'une force de la société civile, bien structurée, bien organisée, dans un temps de crise, a un rôle à jouer. Le contexte algérien est connu: des institutions qui doivent impérativement évoluer, un chef de l'État qui tire sa légitimité de son élection fin 1995 au suffrage universel. Le souhait d'une grande partie des gens que nous avons rencontrés est qu'on leur laisse une chance d'inscrire dans ce contexte une perspective démocratique. Ils nous ont dit: «*Avant d'aider, s'il vous plaît, essayer d'écouter et de comprendre, même si c'est difficile. Nous avons une responsabilité en tant que syndicat, tout en étant conscients des difficultés.*» Sidi Saïd, numéro deux de l'UGTA, nous a déclaré: «*Ne partagez pas notre peine, mais partagez nos espoirs.*» Abdelhak avait une très belle formule pour décrire le rôle nouveau que l'UGTA peut jouer dans la société algérienne. À ceux qui lui demandaient «*Tu ne crois pas qu'on va partir vers des horizons qu'on ne connaît pas?*», il répondait: «*Nous construisons un escalier, et plus on va monter, plus des gens auront le vertige, auront peut-être*

le sentiment qu'il faut s'en aller ou faire autre chose. Mais nous, nous savons où nous allons parce que notre toit, c'est la nation algérienne, c'est l'Algérie. Il faut affronter l'inconnu en construisant marche par marche.» Trop souvent, en lisant analyses et critiques, on a le sentiment qu'à cette situation, c'est vrai très complexe pour ne pas dire chaotique, certains voudraient substituer un absolu. À cela, Abdelhak répondait qu'il n'y a pas de processus démocratique linéaire abouti qu'on pourrait plaquer dans un pays donné. C'est d'ailleurs parce que les syndicalistes le savent bien qu'ils sont une cible dans tous les pays où ils proposent de telles démarches pragmatiques.

Benhamouda était-il à la veille de créer un parti politique?

Oui, il pensait qu'il fallait maintenant qu'avec d'autres, il s'engage dans un combat politique pour la démocratie. Il avait l'intention de quitter l'UGTA pour créer un parti de rassemblement. Il s'appretait à engager sur un plan politique les militants qui le suivraient, renouvelant ainsi totalement le jeu actuel des partis. Aujourd'hui, les partis démocratiques existent, ont des idées, des militants, mais sont loin d'occuper l'ensemble de l'espace de la mouvance démocratique. Benhamouda était donc sur le point, et l'UGTA est sur cette démarche, de constituer un pôle, un rassemblement politique de masse qui puisse aller au bout du processus démocratique en étant le levier d'une majorité à l'Assemblée nationale. Dans les commentaires de la presse algérienne, nous avons pu lire que Benhamouda était le Premier ministre potentiel, de même que certains avaient pensé à un moment que Benhamouda aurait été le Président de la République idéal pour ce pays, ce qu'il a refusé à ce moment-là. Il est arrivé dans d'autres pays en crise qu'une force syndicale soit amenée à s'engager sur le terrain politique. Abdelhak voulait un changement profond pour son pays; il voulait une vraie démocratie. Son parti se voulait démocratique, patriotique et républicain. Ce qu'il était, lui.

Propos recueillis par
Béatrice Guin

« Provoquons le débat ! »



Dossier réalisé par Denis Le Parc

Voici une synthèse des débats qui se sont déroulés au Conseil national confédéral du 21 au 23 janvier. Dans un numéro à part, sont présentés les résumés des interventions des organisations ainsi que la présentation de Nicole Notat et sa réponse aux représentants des régions et fédérations.

Le premier Conseil national de l'année 1997, à mi-chemin entre le dernier congrès de Montpellier et le prochain congrès de Lille était particulièrement attendu par les organisations. Attendues, surtout, les réactions de chacune et chacun vis-à-vis du rapport adopté par le Bureau national, publié par *Syndicalisme Hebdo* dans son édition du 9 janvier et présenté par Nicole Notat. Véritable rapport d'étape, proposant de tirer les enseignements de l'année écoulée, d'ouvrir les vannes de la réflexion, de choisir des thèmes à débattre le plus largement possible dans la confédération... l'initiative a été saluée par l'ensemble des régions et des fédérations. Cet unanimité n'a pas empêché les organisations d'apporter leurs nuances, leurs différences, voire leurs critiques sur un certain nombre de points du rapport. Des thèmes

comme ceux touchant les relations avec les autres syndicats ou la démocratie interne ont donné lieu à de multiples points de vue. Le concept de «*syndicalisme de transformation sociale*» a été plébiscité, tandis qu'une redéfinition plus approfondie du rôle de l'État a été réclamée par plusieurs organisations. Bref, ce rapport intitulé «*Une période bénéfique, un essai à transformer*» a produit au Conseil national un double mouvement: l'adhésion et la satisfaction de la très grande majorité des régions et des fédérations, en même temps qu'un flot d'apports et de critiques. Ceux-ci ont porté, selon l'histoire et les réalités propres à chaque région, à chaque secteur professionnel, sur des aspects très spécifiques du texte présenté. La CFDT sort de ce Conseil national à la fois plus riche de ses différences et mieux soudée sur l'essentiel.